



FRANCE

Le commissariat au Plan veut accélérer la réindustrialisation

Dans le rapport qu'il vient de remettre au haut-commissariat au Plan, Laurent Cappelletti, professeur au CNAM, estime que l'Etat doit mieux accompagner les élus locaux et formule une série de propositions pour renforcer la dynamique territoriale.

Trois quarts des investissements directs étrangers en France sont réalisés hors d'Ile-de-France et 71 % des projets industriels sont localisés dans des villes de moins de 20.000 habitants. Fervent défenseur de la reconquête industrielle et des relocalisations, le haut-commissariat au Plan, dirigé par François Bayrou, a cherché, face à ce constat, à identifier ce qui pourrait favoriser cette dynamique territoriale. « Avec le Covid et l'apprentissage du télétravail, cette tendance devrait se développer », souligne Laurent Cappelletti, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et directeur à l'Institut de socioéconomie des entreprises et des organisations (Iseor) qui vient de lui remettre son rapport.

Le constat dressé par le document intitulé « Dynamique économique et réindustrialisation durables des territoires » est clair : l'implication des élus locaux est fondamentale, mais il faut que l'Etat sorte de son rôle de simple banquier et les soutienne davantage au travers de ses services. « Quand les deux fonctionnent ensemble, les projets aboutissent. Et les dirigeants d'entreprise sont

demandeurs », relève-t-il. C'est, selon lui, ce qui a conduit à l'installation d'une maroquinerie Hermès à Riom, dans le Puy-de-Dôme ou au développement de la filière du lin autour de la société Safilin, dans les Hauts-de-France. Le contre-exemple est l'échec essuyé avec le constructeur automobile Tesla, qui a préféré Berlin à Melun-Villaroche, en région parisienne, pour implanter sa « gigafactory ». Il y a eu une « faille dans ce modèle », écrit-il dans son rapport. Le haut-commissariat pourrait avoir sa place dans le dispositif en proposant une méthodologie et des indicateurs, par exemple pour évaluer l'intérêt d'une localisation.

Maquis administratif

Laurent Cappelletti formule aussi une série de recommandations visant à améliorer l'attractivité des territoires. Y figurent la mise en place de cellules dédiées pour aider les investisseurs à naviguer dans le maquis administratif et normatif français – l'une des faiblesses de l'Hexagone – et l'instauration d'une compensation financière dans les appels d'offres publics pour soutenir la produc-

tion territoriale. Autre volet : l'ajustement des formations aux besoins des territoires.

Enfin, le rapporteur propose une baisse des charges sociales sur les salaires moyens. « Cela permettrait aux entreprises d'attirer une main-d'œuvre plus qualifiée et d'augmenter les bas salaires sans que cela soit préjudiciable économiquement pour elles », dit-il. L'allègement des charges sur les bas salaires a, elle, déjà levé les freins au recrutement de cette catégorie de salariés. — N. S.

